

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du général de Gaulle  
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 04/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**TFL France SAS**

4 RUE DE L INDUSTRIE  
BP 310  
68330 Huningue

Références : 0006702202\_2023-11-08\_TFL\_Huningue\_VIIC\_MMR  
Code AIOT : 0006702202

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2023 dans l'établissement TFL France SAS implanté 4 RUE DE L INDUSTRIE BP 310 68330 Huningue. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Ce contrôle s'inscrit dans le cadre de la vérification des critères d'efficacité, d'adéquation de cinétique, de maintenance, et de tests (définies par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005) de certaines Mesures de Maîtrise des Risques identifiées par l'Inspection dans l'étude de dangers des installations déposée en septembre 2020. Au-delà de la vérification de ces critères réglementaires, l'Inspection a été mise à profit pour vérifier la conformité des MMR décrites à celles mises en avant dans l'étude précitée afin de réduire en probabilité certain des accidents majeurs pouvant survenir sur les installations.

L'inspection a par ailleurs été mise à profit afin de vérifier la mise en conformité des installations vis-à-vis de l'arrêté de mise en demeure signé en novembre 2020 concernant l'absence d'identification des MMR soumises au plan de modernisation des installations au travers des dispositions de l'arrêté ministériel du 26/05/2014.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TFL France SAS
- 4 RUE DE L INDUSTRIE BP 310 68330 Huningue
- Code AIOT : 0006702202
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société TOGETHER FOR LEATHER (TFL) fabrique des produits chimiques destinés au traitement du cuir. Le site est notamment encadré par un arrêté préfectoral complémentaire du 12 mai 2016

autorisant la société à exploiter des ICPE à autorisation, enregistrement et déclaration. Le site est soumis aux dispositions des directives n°2012/18/UE du 4 juillet 2012 (dite directive SEVESO 3) relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses et n°2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles (dite directive IED).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** Mesures de Maitrise des Risques et suite de Mise en Demeure.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	MMR - "Soupape de sécurité 004C113Y101 sur la cuve C113"	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	MMR - "Protection incendie du bâtiment 4"	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Entretien des moyens d'interventions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Formation et exercices des Equipiers de Seconde Intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Etat initial et programme de surveillance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 et annexe I	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>
5	Etat initial et programme de surveillance	AP de Mise en Demeure du 24/11/2020, article 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site, et l'examen des documents portés à la connaissance de l'Inspection mettent en avant que :

- certaines des MMR employées par l'exploitant ne sont pas conformes aux dispositions réglementaires qui leur sont opposables en matière d'efficacité, et de maintenance,
- l'exploitant ne respecte pas en tout temps les dispositions relatives à la formation de ses équipiers de seconde intervention qu'il s'impose au travers de son SGS,
- la maintenance de certains moyens d'intervention (RIA) n'est pas assurée conformément aux référentiels en vigueur,
- l'exploitant n'a pas réalisé l'état initial de la MMR P16 "Détection d'une température haute dans la citerne de stockage" identifiée comme Mesure de Maîtrise des Risques instrumentée soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : MMR - "Soupape de sécurité 004C113Y101 sur la cuve C113"

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, [...] et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité
<b>Constats :</b> Les constats relatifs à ce point de contrôle sont placés dans l'annexe non publiable.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : MMR - "Protection incendie du bâtiment 4"

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, [...].
<b>Constats :</b> Les constats relatifs à ce point de contrôle sont placés dans l'annexe non publiable.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Entretien des moyens d'interventions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'interventions en cas d'accident
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.  Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications. [...]
<b>Constats :</b> Les conditions de maintenance et de réalisation des essais périodiques des moyens d'interventions ont été présentées oralement à l'Inspection par l'exploitant, la périodicité est fixée à 1 fois par an.  Postérieurement à la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection les derniers rapports concernant

la vérification des extincteurs (rapport Q4 du 29/09/2023) et des Robinets d'Incendie Armés (rapport n°680195.2023.1.RIA.JCD.FR du 12/04/2023).
Après analyse de ces documents, l'Inspection observe que la vérification des extincteurs a été réalisé par une entreprise titulaire d'une certification adaptée (prestataire certifié APSAD & NF SERVICES-n°245/04/04-285). Ces certifications assurent la conformité du service de maintenance et de vérification périodique aux dispositions de la règle APSAD R4, de la norme NFS 561-922 et des référentiels APSAD I4 – NFS 285. Aucun écart n'est relevé par l'organisme de contrôle certifié.
En revanche l'entreprise chargée de la vérification des Robinets d'Incendie Armés (RIA) ne réalise sa prestation en référence à aucun référentiel en vigueur. Par ailleurs, l'Inspection note que ce document contient des incohérences concernant le nombre des types des robinets diffuseurs (A et B) entre la description initiale faite dans le document, et le détail réalisé par RIA.
Ainsi l'exploitant est en non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée compte tenu de l'absence de contrôle réalisés en lien avec les référentiels reconnus pour les RIA.
Sur site, lors du contrôle par sondage des RIA et des extincteurs, l'Inspection a constaté la présence d'encombrants (bouteilles d'oxygène) au niveau de la cage d'escalier entre la partie synthèse et séchage du bâtiment 4 (étage n°1). Le fait que le RIA et l'extincteur ne soient pas accessibles constitue une non-conformité à la prescription contrôlée. Cependant par transmission électronique du 10/11/2023 l'exploitant a pu démontrer qu'il avait dégagé les moyens d'intervention, et qu'ils sont désormais accessibles. L'Inspection considère ainsi la non-conformité résorbée. Aucun autre écart n'avait été relevé sur site lors du contrôle.
Aucun registre faisant état des dates, des modalités des contrôles et des observations constatées n'a été présenté à l'Inspection. Cela représente une non-conformité à la prescription.
En conclusion, l'Inspection constate que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble de la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Formation et exercices des Équipiers de Seconde Intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en œuvre du Système de Gestion de la Sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> Lors du contrôle sur site, l'examen des documents relatifs à la formation des Équipiers de Seconde Intervention montrait que certains ESI n'avaient pas suivi le processus de formation prévu par l'exploitant. Postérieurement à la visite sur site, l'exploitant a transmis à l'Inspection un extrait de son SGS (système de gestion de la sécurité). Après analyse de ce document et des documents auxquels il se réfère, l'Inspection observe que les équipes de seconde intervention (ESI) : <ul style="list-style-type: none"> <li>doivent suivre 4 formations initiales : « maison à feu », port de l'ARI (Appareil Respiratoire Isolant), habilitation électrique H0/B0 et levée de doute,</li> <li>le chef ESI doit suivre une formation à la direction d'une équipe d'ESI,</li> <li>un recyclage de la formation « maison à feu » doit avoir lieu une fois par an,</li> <li>un entraînement/exercice doit avoir lieu 4 fois par an.</li> </ul> <p>Cependant, après l'analyse des fiches de présence pour les exercices, l'Inspection observe que la périodicité des entraînements n'est pas respectée, près de la moitié des agents ESI ont réalisé seulement 3 exercices ou moins entre novembre 2022 et novembre 2023. De plus, des incohérences ont été relevées par l'Inspection entre les fiches de présence aux exercices et le tableau décomptant les exercices réalisés par chaque agent.</p> <p>En conséquence, l'Inspection constate que l'exploitant ne respecte pas pleinement ses actions</p>

prévues par son SGS et qu'il ne respecte donc pas la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Etat initial et programme de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/11/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  « Article 8 de l'arrêté du 26 mai 2014  L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L.515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté.</p> <p>L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R.515-99 du code de l'environnement.  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté. »</p> <p>Annexe I : Système de gestion de la sécurité  ...  3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation  ...  Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.  Elles permettent a minima :  - le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;  ...  - pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier contenant : l'état initial de l'équipement, la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant, par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis.  Pour chaque équipement identifié, en application des actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement et à la corrosion, les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles sont tracés, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées.  Ces dossiers ou une copie de ces dossiers sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.  Lorsque le recensement ou les dossiers mentionnés ci-dessus sont établis sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions ou par la décision ministérielle de modification du guide, le cas échéant.  ... ».</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'examen de cette prescription doit être réalisé à l'éclairage des constats réalisés lors de la visite de contrôle du 26 octobre 2020, ayant conduit à la signature de l'arrêté de mise en demeure du 24 novembre 2020. Les constats réalisés sur site et sur pièces en 2020 mettaient en avant un défaut de recensement des équipements devant faire l'objet d'un suivi au titre du Plan de Modernisation</p>

des Installations Industrielles dont les dispositions sont notamment retranscrites dans l'article 8 de l'arrêté du 26 mai 2014. Ainsi il était apparu que l'exploitant n'avait pas inclut à son SGS et son processus de suivi du PMII les MMR issues de son EDD.

Par différentes transmissions en amont et en aval du contrôle l'exploitant a pu démontrer qu'il avait réalisé et formalisé ce recensement. L'Inspection a pu contrôler que le recensement avait été réalisé sur la base des éléments du guide professionnel « DT93 – Guide méthodologique pour la gestion et la maîtrise du vieillissement des Mesures de Maîtrise des Risques Instrumentées (MMRI) ». Ainsi, l'exploitant recense une seule MMRI : « MMR P16 : Détection d'une température haute dans la citerne de stockage » soumise aux dispositions de la prescription contrôlée.

Cependant dans le cadre de l'examen des éléments transmis, l'Inspection a pu constater que l'exploitant n'avait pas mis en place l'état initial de cette MMRI tel que prévu par le guide précité. En revanche, la stratégie de contrôle est mise en place conformément aux méthodes décrites dans le guide précité, et l'exploitant enregistre les différentes opérations de contrôle qu'il réalise sur cette MMRI (contrôle réalisé sur le registre de maintenance entre 2019 et 2023 et fiche de contrôle de 2023). L'inspection considère in fine que l'exploitant ne respecte pas la prescription contrôlée concernant la réalisation de l'état initial de la MMRI n°MMR P16 précitée.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois